

EINE KOPIE

- 1 -

t.022.1(57) - FOG4. Februar 1992

BERATENDE KOMMISSION FUER INTERNATIONALE
ENTWICKLUNGSZUSAMMENARBEIT UND HUMANITAERE HILFE

Protokoll der 57. Sitzung der Kommission, 4. Februar 1992

Mitglieder der KommissionAnwesend

Hr. Hans-Rudolf Nebiker, Präsident

Frau R. Bär, Frau R. Dreifuss, Frau E. Segmüller, Frau L. Uchtenhagen, Hr. G. Coutau, Hr. R. Gerster, Hr. P.-L. Giovannini, Hr. K. Kennel, Hr. K. Leisinger, Hr. H.-B. Peter, Hr. J.-P. Rüttimann, Hr. U. Scheidegger, Hr. K. Schnyder, Hr. P. Trappe, Hr. P. Veyrassat, Hr. R. Wiederkehr.

Entschuldigt

Frau C. Ungricht, Hr. G. Goetz.

VerwaltungEDA - DEH

Hr. F.R. Staehelin, Hr. J.-F. Giovannini.

EDA - DIO

Hr. C.-G. Ducret, Hr. S. Husy.

EVD - BAWI

Hr. N. Imboden, Hr. J.-D. Gerber, Hr. L. Wasescha, Hr. C. Häberli, Hr. J. Reding.

EVD - BLW

Hr. I. Marincek.

Protokoll

Hr. A. Hadorn, Hr. G. Fontana.



TRAKTANDUM 1Eröffnung der SitzungTRAKTANDUM 2Traktandenliste und Protokoll

- Uchtenhagen Ich beantrage, den Bundesrat schriftlich zu ersuchen, dass im Finanzplan nicht noch weitere Kürzungen vorgenommen werden. Die wachsenden Anforderungen, insbesondere der immer deutlicher werdende Zusammenhang zwischen Asylpolitik und Entwicklungszusammenarbeit, drängen dazu, am Ziel von 0,4% des BSP festzuhalten.
- Gerster Wir sollten nächstens über die entwicklungspolitischen Implikationen des EWR oder der EG-Beitrittsszenarien diskutieren.
- Veyrassat Le procès verbal de la 56ème séance - à laquelle je n'ai malheureusement pas pu participer - évoque le problème de la Vice-présidence. J'aimerais proposer qu'on confirme l'élection de M. Coutau au nom du principe "place aux jeunes".
- Nebiker Ich möchte mich für die Panne entschuldigen, dass wir zwei Vize-Präsidenten nacheinander gewählt haben: die Kommission hat jetzt zu entscheiden, ob Hr. Coutau oder Hr. Veyrassat Vize-Präsident werden soll. Nach dem Vorschlag von Hr. Veyrassat wird Hr. Coutau von der Kommission als Vize-Präsident gewählt.

TRAKTANDUM 3UNCED 92: Stand der Vorbereitungsarbeiten

Ducret

Je vous ai déjà parlé à plusieurs reprises des préparatifs pour la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui se tiendra au mois de juin prochain à Rio. Ce sera une manifestation de grande ampleur, à laquelle participeront de 150 à 160 Chefs d'Etat. L'objectif est de mettre sur pied une rencontre entre les Pays industrialisés et les Pays en développement avec pour toile de fond les problèmes d'environnement. Les attentes sont différentes: pour les Pays en développement une occasion de relancer l'aide publique au développement, pour les Pays industrialisés une possibilité d'aborder les problèmes globaux d'environnement pour l'ensemble de la planète, notamment le changement de climat, la question de la protection de la couche d'ozone et la disparition de la diversité biologique. Le Comité préparatoire pour cette conférence, un comité intergouvernemental sous l'égide de l'Assemblée Générale des NU, s'est déjà réuni trois fois: 1) pour discuter la direction dans laquelle aller, 2) pour déterminer les objectifs de la conférence et les moyens à mettre en oeuvre pour atteindre ces objectifs, 3) pour commencer à établir les documents de la conférence. Le quatrième comité préparatoire débutera le 2 mars prochain à New York: un comité préparatoire mammoth pour préparer une mégaconférence. On peut avoir des doutes sur les mégaconférences, mais dans le cas présent nous nous trouvons pour la première fois dans l'histoire, devant une conférence où l'on va essayer de discuter ensemble de la planète et de son avenir. Les interrelations entre les différents domaines sont tellement complexes qu'il faut travailler de façon parallèle dans dix à quinze domaines différents. Au niveau multilatéral les préparatifs vont bon train. Au niveau suisse, nous avons constitué il y a un an tout un mécanisme au sein de l'administration fédérale pour préparer la conférence en question. Cette préparation est gérée par un comité de coordination avec toute une série de groupes de travail pour traiter de sujets soit sectoriels soit horizontaux. Ces travaux vont bientôt s'achever: tout d'abord un papier de conception générale,

dont la commis-sion à reçu copie, puis une série de positions suisses que la délégation défendra à New York.

Nebiker

Die allgemeine Diskussion ist eröffnet.

Giovannini, P.-L.

On entend dire que la Conférence est trop grande pour qu'elle soit efficace et prenne des positions importantes: on compte actuellement plus sur l'effet psychologique de mobilisation. Qu'est-ce que la Suisse attend réellement de la Conférence et quelles seront les suites?

Ducret

Ce que l'on attend - tant au niveau suisse qu'au niveau multilatéral - c'est tout d'abord un document à caractère éthique/juridique appelée la Charte de la Terre (comparable à la Charte des Droits de l'Homme). On attend également un plan d'action, appelé "Agenda 21". Cet agenda devrait déterminer un certain nombre d'actions à entreprendre dans les secteurs tels que le climat, la pauvreté ou la désertification, et prévoir les moyens financiers. On attend également de cette conférence l'amorce d'un mouvement de réforme du système des Nations Unies. Les NU fonctionnent selon des mécanismes datant d'une époque où le dialogue entre les Pays du Nord et du Sud était différent et où la confrontation entre l'Est et l'Ouest était à l'ordre du jour. Nous nous retrouvons avec des organisations qui ne sont plus fonctionnelles et qui ne répondent plus à nos besoins, d'où la nécessité d'une réforme du système des NU. On attend également de la Conférence de Rio la signature d'une ou peut-être deux des grandes conventions qui sont actuellement en négociation, celle sur le climat et celle sur la diversité biologique.

Bär

Wie funktioniert die Meinungsfindung unter den verschiedenen Bundesämtern? Wer vermittelt wie zwischen den Interessen der Industrie und den Bedürfnissen der Entwicklungsländer? Wer hat die inhaltliche Federführung?

StaeHELIN

Kein Amt hat Befehlsgewalt über das andere. In vielen Bereichen sind - dank der UNCED-Vorbereitung - substantielle Fortschritte in Richtung erhöhter Kohärenz gemacht worden. Natürlich sind auch Interessenkollisionen deutlicher geworden; sie liegen zum Teil in den widersprüchlichen Aufgaben der verschiedenen Bundesämter. Es ist jedoch nicht ein einzelnes Amt, sondern der Bundesrat, der die notwendige Arbitrage macht.

Peter

Ich möchte zunächst das Vorgehen in der Schweiz, insbesondere die Zusammenarbeit mit nichtstaatlichen Organisationen und den entstandenen Zeitdruck kritisieren. In der EG und in Deutschland waren wir von Universitätsseite bereits dreiviertel Jahre vorher in vertiefte Diskussionen einbezogen. Die nationalen Berichte liegen dort vor. Die Schweiz hat so spät reagiert, dass nun für Universitäten kein vertieftes Arbeiten mehr möglich ist. Zum zweiten möchte ich fragen: welches sind Erwartungen und Ziele unserer Regierung in bezug auf diese grösste Konferenz aller Zeiten?

Segmüller

Bisher war das Motto unserer Entwicklung "qualitatives Wachstum". Die UNCED spricht nun von "Sustainable development". Das ist ja nicht dasselbe. Hat man sich schon Gedanken gemacht, ob dieser Mottowechsel auch auf die schweizerische Politik Konsequenzen mit sich bringt?

Gerster

Die Entwicklungsländer stehen der globalen Umweltproblematik relativ skeptisch gegenüber, weil sie im Norden die Hauptursachen für die Umweltbedrohung sehen. Für die Glaubwürdigkeit der schweizerischen Haltung gegenüber den Entwicklungsländern scheint es mir deshalb wichtig zu sein, dass die Folgerungen und Verpflichtungen der Schweiz geklärt werden, etwa im Bereich der Oekosteuern. Es ist ein wichtiges Anliegen des Südens, dass die globalen Umweltfragen nicht nur als technisches Problem gesehen werden, sondern in die gesamten wirtschaftlichen Zusammenhänge eingebettet werden.

Giovannini, J.-F.

Pour répondre à M. Gerster: je crois que la marge de manoeuvre de la Suisse pour agir sera extrêmement restreinte au cours des 4 ou 5 prochaines années. Ce que les Pays en développement vont nous demander, c'est d'avoir des moyens financiers supplémentaires. Vous connaissez la situation des finances fédérales. Nous n'avons pas la possibilité de prendre des engagements qui aillent au delà de ce qui existe dans le plan financier, qui a été réduit de 10% dans le cadre des mesures d'économie. Dans le court terme la capacité d'agir de la Suisse est très faible. Mais je pense que cette conférence se situe dans le moyen terme: il est important d'avoir une vue stratégique sur ce qui va se passer dans les 30 prochaines années. Notre capacité d'agir limitée se retrouve dans d'autres pays aussi: ni l'Allemagne, ni la France ni les Etats-Unis n'ont la possibilité d'agir de manière substantielle par rapport aux demandes des pays en développement. Nous aurons certainement une situation conflictuelle: les pays en développement demandent plus de moyens financiers, et les pays industrialisés ne sont pas en mesure de les leur donner. Dans cette conférence il y aura certainement des crises politiques: si toutefois il y a une sensibilisation et si les orientations sont bonnes, on peut espérer que dans quatre ou cinq ans on pourra initier le type d'actions nécessaires pour arriver en l'an 2010 à une stabilisation de la détérioration environnementale. En ce qui concerne les conséquences pour la coopération au développement, d'ores et déjà nous avons un contenu de développement durable plus grand qu'il y a quatre ou cinq ans, non seulement au niveau de l'environnement, mais aussi au niveau politique et social, et je pense que nous devons encore aller plus loin. Donc on peut dire que tout ce que nous faisons dans la coopération au développement doit être compatible avec les objectifs à moyen terme du point de vue environnemental. Mais nous avons également dit dans la plateforme de négociation que le développement sur le plan environnemental ne doit en aucune manière se faire au détriment de l'amélioration du niveau de vie des populations pauvres. Il y aura deux objectifs que nous devons concilier: une plus grande justice sociale pour couvrir les besoins des popula-

tions les plus pauvres, et en même temps assurer un développement durable. Pour les moyens supplémentaires nous dépendrons de la situation des finances fédérales et de l'appui politique que la Suisse pourra accorder à ces objectifs.]

Ducret

Quant au processus de préparation en Suisse, et pour répondre à M. Peter, il est juste que nous n'avons pas pu préparer rapidement à cette conférence parce que nous ne savions pas ce qui allait sortir de cette conférence. Il ne nous paraissait pas utile de convoquer les Organisations Non Gouvernementales - qui ont des moyens en personnel et budget très limités - pour discuter sur la base d'une absence de positions et de thèmes. D'autre part, contrairement à la Suède, à l'Allemagne, au Canada ou à d'autres pays avec lesquels nous nous comparons souvent, nous n'avons pas eu de ressources particulières pour préparer cette conférence. Au niveau de l'administration, la préparation de cette conférence est venue s'ajouter à la surcharge habituelle de travail. Quant à la question de M. Gerster sur les conséquences pour la Suisse, c'est une question capitale à laquelle il est un peu tôt pour répondre. C'est seulement après la conférence que l'on pourra faire un bilan. A première vue, je dirai que nous devons réfléchir comment nous engager dans un processus à long terme, dans quelle mesure nous pouvons influencer le processus de réforme des NU sans être membre du système et quel va être notre engagement dans les deux grandes conventions.] Nous sommes déjà très engagés dans la convention sur le climat, nous le sommes moins dans la convention sur la diversité biologique. Quelles seront les conséquences sur la politique intérieure de la Suisse? C'est en fait un processus qui doit se faire en parallèle avec la préparation de la conférence. J'ajouterai que la Conférence de Rio n'est qu'un début: elle aura certainement un suivi au cours duquel nous devons analyser les conséquences de la conférence sur la Suisse.

Imboden

Ueber die Zielsetzungen im globalen Umweltbereich kann man sich noch bald einmal einig werden, schwierig ist die Umsetzung bei gegebenen wirtschaftlichen

Rahmenbedingungen. Für das BAWI stecken ganz zentrale Herausforderungen dahinter. Gegenwärtig arbeiten vier Leute zu etwa 50% ihrer Arbeitszeit daran. Wenn wir mehr Kohärenz wollen, müssen wir ja die Konsequenzen gewisser Zielvorgaben genau durchdenken. Die Gefahr eines Oekoprotektionismus etwa würde den Entwicklungsländern den Zugang zu unseren Märkten zusätzlich erschweren. Oder: Wachstum ist nötig, vor allem in den Entwicklungsländern. Aber es soll "Nachhaltiges Wachstum" sein. In der Schweiz ertönen jedoch schon bei einer kleinen Rezession Rufe nach Sofortmassnahmen, um das quantitative Wachstum wieder anzukurbeln. Sind wir da kohärent?

Wiederkehr

Nachhaltige Entwicklung ist nicht dasselbe wie nachhaltiges Wachstum. Ich hätte gerne Auskunft über die Gespräche zwischen dem Direktor des UNO-Umweltprogrammes/UNEP und den Bundesräten Cotti und Felber: Darin sei die Schweiz aufgefordert worden, sich gegen die Haltung der USA zu engagieren, welche konkrete Empfehlungen an der UNCED verhindern wolle.

Trappe

Das vorgelegte Dokument konzentriert sich zu sehr auf den tropischen Regenwald. Es geht doch um globale Fragen. Und da ist - in Nordafrika wie im Süden Europas - die Aridisierung das Hauptproblem, mit allen Konsequenzen betr. Migrationen. Und nun will man sogar nordamerikanische Formen der Prärienutzung auf Afrika übertragen. Da kann man doch die katastrophalen Konsequenzen vorhersagen. Denken wir bloss an die völlige Zerstörung der Gegend um den Aralsee.

Dreifuss

J'aurais deux questions à poser, l'une sur la participation des Organisations non gouvernementales (ONG) et l'autre sur l'information.

La première question a deux volets. Pour ce qui est du premier volet, je suis très inquiète de l'intégration tardive des ONGs suisses et milieux intéressés dans la préparation de la conférence. Le texte que nous avons reçu ne nous donne pas non plus beaucoup d'informations sur le sens et le but de cette intégration: on fait tout simplement allusion à une proposition faite au Conseil Fédéral le 6.1.92 dont nous ne connaissons pas le contenu.

Qu'est-ce qui a été proposé au CF, quel est le but, quelles sont les organisations concernées, quel est le calendrier? Il me semble que ce calendrier pose un grave problème à cette collaboration. Le deuxième volet de cette question est la Conférence de Rio elle-même. Dans le document que nous avons reçu, le point 2.2.10 parle de l'intégration d'ONGs: mais on ne dit en fait rien sur le rôle de ces ONGs à la Conférence, sur la façon dont leurs travaux seraient pris au sérieux. J'ai déjà entendu parler d'autres conférences de ce genre où l'intégration des ONGs était un exercice de type "alibi" plutôt qu'une réelle intégration de la richesse expérimentale et du message de ces organisations. J'aimerais aussi savoir quel est le rôle que l'on entend donner aux entreprises.

Ma deuxième question concerne l'information sur cette conférence. Lors de notre dernière réunion en novembre 91, nous avons parlé de la nécessité de préparer l'opinion publique aux enjeux de cette conférence. Je n'ai encore rien vu venir. Le papier en question ne me donne pas non plus d'indications sur une campagne autre que cette demi-journée réservée aux journalistes parlementaires.

Marincek

Wir sind erst am Anfang der konzeptionellen Arbeiten betr. "nachhaltige Entwicklung". Ein wichtiges Element dabei ist die nachhaltige Landwirtschaft. Diese ist in der FAO, aber auch in unserem Landwirtschaftsbericht genauer umrissen.

Ducret

Je voudrais rassurer Mme Dreifuss quant à la participation des Organisations Non Gouvernementales nationales, régionales ou internationales à l'ensemble du processus de la conférence. Une des premières décisions du premier comité préparatoire a été d'assurer la participation des ONGs. Actuellement il y a de 400 à 500 ONGs, deux fois plus que d'Etats, accréditées à participer à l'ensemble du processus de préparation. Elles ont droit de parole aux réunions au même titre que les Etats. Plusieurs ONG suisses sont déjà accréditées auprès du secrétariat de la conférence. Celles-ci ont participé aux comités préparatoires qui se sont tenus à Genève. Il y a eu des contacts suivis entre ces ONGs et la délégation suisse. Il a été assuré que les ONGs

participeraient activement à la Conférence de Rio, avec cependant un statut différent de celui des délégations gouvernementales, qui seront dirigées par des chefs d'état. En plus, il existe à Genève une organisation de coordination des ONGs, qui est partiellement soutenue par la Suisse. Il y a donc tout un mécanisme qui a été mis sur pied au niveau multilatéral. Quant à la Suisse, nous avons eu une journée d'information à Berne, avec une participation de qualité malgré les brefs délais de convocation. Cette journée a abouti à des résultats intéressants, dans le sens que les ONGs suisses se sont organisées entre elles pour nous donner deux partenaires de discussion. Des informations circulent maintenant assez régulièrement entre ces organisations et l'administration fédérale. Une autre journée de concertation avec les ONGs est prévue pour le 13.2.92. Une question encore non résolue: l'intégration demandée par certaines ONGs dans la délégation suisse et la prise en charge par l'administration des frais de voyage de ces représentants. Ceci fait partie de la proposition qui est devant le Conseil Fédéral, qui devrait prendre une décision le 12 février.

En ce qui concerne l'information, des contacts avec la presse ont lieu depuis un an environ. La question s'est posée: s'il fallait ou non lancer une campagne de sensibilisation du public. Nous aimerions avoir votre avis sur cette question car l'administration n'est pas toujours en mesure de sentir ce qu'il faut faire ou pas. Un certain nombre de personnes y sont tout à fait favorables, d'autres plus réticentes, car il y a danger de biaiser les enjeux et d'insister trop sur un aspect plutôt qu'un autre.

Staehelin

Zu Herrn Trappe: Es kann nicht bloss um das Waldabkommen oder um spezifische Umweltprobleme in verschiedenen Regionen gehen. Das Oberziel muss sein, dass weltweit das Bewusstsein und die Handlungsbereitschaft wächst, dass tiefgreifende Strukturreformen in allen Teilen der Welt nötig werden, wenn nachhaltige Entwicklung möglich sein soll. Deshalb bin ich gespannt auf Ihre Empfehlungen und Ideen betr. Informationskampagne in

der Schweiz.

Giovannini J.-F.

L'information sur la conférence elle-même sera coordonnée par le Service Presse et information du DFAE, qui donnera donc les informations politiques sur la nature des négociations et sur les positions prises par la Suisse. Ensuite il y aura une prise en charge de l'information par deux Offices qui sont porteurs principalement des domaines pratiques, notamment l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage, qui va commencer une campagne d'information sur les thèmes touchant par exemple au climat, et la DDA qui a un service d'information qui sert la politique commune de la DDA et de l'OFAEE et qui va incorporer dans son activité l'information sur les aspects touchant aux pays en développement. Nous avions d'abord pensé mettre sur pied un organisme spécial chargé de l'information, mais on s'est rendu compte que ce n'était pas possible.

Imboden

Betr. Zusammenarbeit mit der Wirtschaft wissen Sie ja, dass das von Stephan Schmidheiny geleitete Business Council am 6. Mai ein Buch über nachhaltige Entwicklung einer weiteren Öffentlichkeit vorstellen wird. Rio hat ja keine normensetzende Kompetenz. Nur erfolgreiche Ueberzeugungsarbeit kann Kursänderungen zustande bringen. Dabei ist die Geschäftswelt ein wichtiger Akteur.

Trappe

Für wen ist das Papier, das der Kommission vorgelegt wurde, bestimmt? Je nachdem müssten gewisse formale Mängel verbessert werden, z.B. betr. Verzahnung oder Differenzierung von Umwelt- und Entwicklungspolitik. Im Zusammenhang von "nachhaltiger Landwirtschaft" möchte ich betonen, wie eng Rio und die Uruguay-Runde des Gatt zusammenhängen.

Giovannini P.-L.

M. Ducret sera-t-il ancora là cet après-midi, quand on discutera de la note d'information sur le GATT? Il s'agit en effet d'évaluer aussi les conséquences du GATT sur l'environnement. Deuxième point: j'aurais des remarques à faire sur le Rapport national suisse rédigé par

l'OFEFP pour Rio, même s'il n'a pas été distribué à cette Commission.

Rüttimann

Der Abschnitt betr. Informationskampagne ist zu knapp und zu unklar, um Stellung nehmen zu können. Nur soviel: es ist wissenschaftlich erwiesen, dass Information nicht Verhalten ändert. Nehmen Sie etwa die Raucher hier im Saal...Hingegen können nichtstaatliche Organisationen bei ihren Mitgliedern viel bewirken, von daher ist ihr Einbezug ganz wichtig. Zum Verursacherprinzip im Abs.2.2.3. frage ich mich, ob dies mehr als ein Lippenbekenntnis ist. Wie stellt sich die Verwaltung vor, wie man weltweit Umweltgüter und -schäden beziffern will?

Staehelin

Kurz zum Prinzip der "Additionalität": es scheint mir wichtig, dass die Kosten für globale Umweltprogramme nicht zu Lasten der traditionellen Entwicklungsbudgets gehen. Es wird sich ja in den allermeisten Fällen um Programme handeln, die sich aus entwicklungspolitischen Interessen des betr. Landes allein nicht begründen lassen. Indien z.B. hat ein Interesse an rascher Ausweitung der Kühlindustrie mit alter, billigerer Technologie. Die globale Ozonproblematik erfordert jedoch eine Umstellung auf neue Technologien, welche die Ozonschicht nicht abbauen.

Giovannini J.-F.

M.Trappe se pose la question de la nature du document UNCED 92. Nous avons d'abord préparé un certain nombre de "Position papers" par sujet: forêt, ozone, relation de l'environnement avec la pauvreté, etc. Nous avons ensuite estimé utile de préparer un document qui représente une espèce de plate-forme avec des objectifs généraux. Nous voulons nous engager pour un équilibre écologique: nous allons à cette conférence avec des objectifs d'intérêt général pour la planète et non pas avec seulement des positions défensives. C'est ce que nous avons essayé d'écrire dans le document UNCED 92 qui est soumis maintenant à votre conseil et qui servira de base à la délégation suisse. Nous allons essayer de convaincre nos partenaires des pays industrialisés qu'il est nécessaire de prendre des mesures pour arriver par exemple à une stabilisation de l'effet serre. Il faut que les textes nous engagent à stabiliser l'environnement de la planète pas dans l'immédiat bien sûr mais dans dix ou vingt ans. C'est un objectif

politique de la Suisse qui à notre avis nous engage beaucoup.

Imboden

Das vorliegende Dokument ist nicht die definitive Schweizer Position für Rio; bis im Juni wird es noch bedeutend konkreter werden.

Zur Verbindung von Gatt und Rio: Es ist klar, dass die UNCED nicht umstossen kann, was im Gatt verbindliches Recht ist. Jedoch muss sich das Gatt in Umweltfragen zweifellos anpassen; es steht gegenwärtig mit einzelnen Konventionen im Widerspruch. Es ist richtig, dass wir in der Uruguay-Runde dieser Dimension nicht mehr hinreichend Rechnung tragen können, jedoch wird die nächste Gatt-Runde zweifellos Umweltfragen ins Zentrum rücken.

StaeHELIN

UNCED kann dem Gatt Impulse geben, und soll grundlegende Zielvorgaben machen.

Ducret

A M. P.-L. Giovannini: le Rapport a été élaboré par l'Office fédéral de l'environnement et se base sur le rapport sur l'état de l'environnement en Suisse de l'année dernière. C'est un document qui est connu comme une contribution de la Suisse à la conférence, mais actuellement il n'est pas prévu d'en faire un rapport national suisse. Une version préliminaire est en circulation pour consultation auprès d'un certain nombre d'offices et d'ONGs.

Marincek

Umweltgerechtes Produzieren ist teurer, also erfordert es Harmonisierung. Da steckt ein weiterer Zusammenhang zwischen UNCED und Gatt.

Coutau

La relation entre le développement et le maintien de l'environnement me semble cadrer avec l'évolution démographique. Parmi les charges qui pèsent sur l'environnement, il y a celle de la démographie qui entraîne également toute une série d'autres conséquences. Les conflits représentent un autre danger pour le développement et l'environnement - il suffit de rappeler l'exemple flagrant de la Guerre du Golfe. Le rôle des conflits n'est pas mentionné dans ce papier: est-ce qu'il sera traité à Rio?

J'aimerais savoir aussi si le terme d'ONGs ne contient que les organisations originaires des pays industrialisés ou si

les ONGs du Tiers monde sont aussi incluses. C'est le problème du choix des interlocuteurs qui est ainsi posé. Dernier point concernant l'information: il est bon d'informer l'opinion publique suisse, mais il ne faudrait pas faire naître des illusions sur une conférence dont nous savons d'ores et déjà qu'elle ne pourra pas résoudre tous les problèmes. Pour ma part, l'information doit être concrète et porter sur des objectifs réalisables.

Gerster

Ich habe von Herrn Imboden den Einsatz für die ökologische Umorientierung des Gatt sehr gerne gehört. Die Schweiz könnte sich an der UNCED für möglichst konkrete Empfehlungen an andere internationale Organisationen einsetzen. Das gilt für das Gatt so gut wie für den Währungsfonds oder die Weltbank.

Trappe

Grossexportländer für Agrarprodukte haben kein Interesse an einem ökologischen Gatt: Kanada, USA und Australien gehen eher weiter in Richtung Ausbeutungswirtschaft. Das ist mit ein Hintergrund für die von Herrn Wiederkehr zitierte Initiative des UNEP-Direktors bei den Bundesräten Cotti und Felber.

Schnyder

Umwelt ist für die Länder des Südens nun ein kommoder Anlass, günstigen Technologietransfer zu verlangen. Aber vergessen wir nicht, dass das Heil nicht nur in modernen Technologien liegt, sondern öfters in ganz einfachen Technologien, die aber Änderungen von Lebensgewohnheiten verlangen: mit einfachen Lehmöfen kann 80% des Holzbedarfs beim Kochen eingespart werden. In einer Nestlé-Fabrik wird der Kaffeesatz an der Sonne getrocknet und deckt 60% des Energiebedarfs. Wichtig ist, dass solche Beispiele Schule machen.

Bär

Im Gegensatz zu Herrn Gerster haben mich die Ausführungen von Herrn Imboden betr. Grünes Gatt eher beunruhigt: Wenn die UNCED nichts gegen geltende Gattregelungen tun kann, wie stellt sich dann die Regierung die Kohärenz zwischen Umwelt- und Handelspolitik vor?

Imboden

Vielleicht habe ich mich etwas zu pointiert ausgedrückt, um die Gattregelungen in Rio nicht vergessen zu lassen. Wenn die Umweltpolitik neue marktwirt-

schaftliche Instrumente wie Internalisierung der Kosten erfordert, dann kann dies zunächst negative oder positive Folgen für den Handel haben. Es werden Gattregelungen nötig, welche Marktverzerrungen verhindern. Im Gatt ist eine Arbeitsgruppe daran, diese Dimensionen gründlich zu durchdenken.

Ducret

Une réponse aux points soulevés par M. Coutau. La démographie est certainement un élément central mais parfois difficile à faire passer. Certains pays considèrent toute discussion sur la démographie comme une intrusion dans leur souveraineté nationale. Aux éléments de réponse apportés par M. Schnyder j'ajouterais la nécessité de l'éducation. Le rôle des conflits est abordé dans le cadre de l'UNCED, toutefois assez marginalement. Ce sujet fait déjà l'objet d'énormes conférences sous l'égide des NU. Quant aux ONGs qui ont demandé leur accréditation, une large majorité d'entre elles vient des pays industrialisés: il y a peu d'ONGs des pays en développement. Ceci vient du fait que certains grands pays en développement sont totalement opposés à ce que ces ONGs participent aux travaux. Quant à l'information, je partage tout à fait l'opinion qu'il ne faut pas soulever dans le public des illusions quant aux résultats de la conférence. A Rio on ne votera pas, on travaillera par consensus, ce qui veut dire que le résultat sera un grand dénominateur commun à 180 Etats. Il faut s'attendre plutôt à une évolution de la pensée qu'à l'action.

Nebiker

Damit schliessen wir die allgemeine Debatte ab und kommen zu den einzelnen Kapiteln. Das Wort wird verlangt zu 2.1. Grundsätze.

Coutau

En quoi consistent les principes essentiels qu'on veut évoquer dans ce paragraphe?

Ducret

Il s'agit d'un certain nombre de grands principes politiques sur lesquels se base la position de la Suisse face à l'UNCED: par exemple la coopération internationale

et multilatérale qui est essentielle à la résolution des problèmes globaux de l'environnement.

Kennel

Wird das Ross nicht beim Schwanz aufgezümt, wenn man Ziele formuliert, ohne vorher die Grundsätze festgelegt zu haben?

Bär

Ich pflege in meiner politischen Praxis auch von meinen Grundsätzen auszugehen, um dann Ziele zu formulieren. Im UNCED-Zusammenhang heisst das für mich: Die Dritte Welt kann nicht so werden, wie wir sind; aber ebensowenig können wir so bleiben, wie wir sind.

Nebiker

Wir sind eine beratende Kommission. Da ist Zurückhaltung nicht am Platz. Es handelt sich ja nicht um Staatsgeheimnisse, sondern um politische Klärung, zu der wir durchaus etwas beitragen können.

Imboden

Es ist eher ein redaktionelles Problem. Jedes Bundesamt bringt natürlich seine Grundsätze ein. Die gegenseitige Abstimmung braucht Zeit. Wir können einige in vorläufiger Fassung vorlesen:

Husy (liest vor)

1. *Alle Staaten verpflichten sich zur Formulierung und Umsetzung von Politiken, die ihnen die Verfolgung einer nachhaltigen Entwicklung gemäss ihren Verantwortungen und Möglichkeiten erlauben.*
2. *Natürliche Ressourcen sind wirtschaftlich rationell, umweltgerecht und dauerhaft zu nutzen. Dabei sind unter anderem zu beachten: Tragfähigkeit der Ökosysteme, Umwelt- und Sozialkosten menschlicher Tätigkeiten, Knappheit der Güter, Lenkungsfunction des Preises, Kosten-Nutzen-Verhältnis.*
3. *Umwelt- und entwicklungsgerechte Strukturreformen sind auf nationaler und internationaler Ebene einzuleiten bzw. fortzuführen.*
4. *Notwendig sind Rahmenbedingungen, die Wirtschaftswachstum und Entwicklung fördern, ohne jedoch umweltschädigendes Verhalten zu belohnen.*
5. *Die multilateralen Instrumente und Institutionen sind in allen UNCED-Bereichen unter Berücksichtigung bestehender Zuständigkeiten und der komparativen Vorteile zu stärken. Zur wirksamen Umsetzung von internationalen Verträgen auf diesen Gebieten sind griffige Verifikations- und Streitbeilegungsmechanismen*

vorzusehen.

6. Die nachhaltige Entwicklung muss von einer informierten Öffentlichkeit mitgetragen werden.

7. Insbesondere globale Umwelt- und Entwicklungsprobleme müssen in internationaler Zusammenarbeit angegangen werden.

8. Massnahmen zugunsten der globalen Umwelt müssen zusätzlich zur Entwicklungszusammenarbeit, welche die Verbesserung der Lebensbedingungen der ärmsten Bevölkerungen bezwecken, erfolgen.

Nebiker

So revolutionär ist das nicht.

Uchtenhagen

Wir sagen, all dies müsse Gatt-konform sein. Dann müssen wir doch den Grundsatz einschreiben, dass alle Umweltkosten zu internalisieren seien. Dann haben wir konkrete Steuerungsinstrumente. Das steht zwar im Punkt 2.2.3., gehört aber eindeutig in die Grundsätze.

Trappe

Das finde ich bedenklich: Dann muss ja wieder der arme Reisbauer die Kosten tragen. Konzentrieren wir uns doch auf die antropogenen Ursachen, auch wenn uns dies zwingt, liebgewordene Gewohnheiten und Prestige über Bord zu werfen, zum Beispiel den ständig steigenden Flugverkehr: das müssten sich auch die Delegationen in Rio merken...

Nebiker

Wir sollten nun nicht in alle Richtungen andiskutieren, bevor die jetzt vorliegende Version der Grundsätze ausgeteilt ist.

Staehelin

Da ich am Nachmittag nicht mehr dabei sein werde, möchte ich nur folgendes beifügen: Grundsätze müssen nicht nur da festgelegt werden, wo wir wissen, wie sie zu implementieren sind, sondern auch dort, wo wir bloss die allgemeine Richtung angeben können. Je mehr Rahmenbedingungen international verbindlich festgelegt sind, desto eher können handelsverzerrende Wirkungen vermieden werden.

Nebiker

Wir werden auf die Grundsätze zurückkommen, wenn wir das Papier vor uns haben. Aber nun zur Diskussions-
2.2.1. "Politiken und Massnahmen zur Erhaltung der natürlichen Grundlagen."

- Giovannini P.-L. Il faudrait faire un bilan des mesures prises en Suisse ces vingt dernières années, pour voir lesquelles ont été efficaces, et lesquelles non. Ceci en tant qu'auto-critique mais aussi pour montrer aux autres une expérience qui a été faite en Suisse.
- Segmüller Sollte nicht die unter 2.2.9. erwähnte Bevölkerungspolitik bereits hier beigelegt werden. Herr Schmidheiny hat im Namen des Business Council ganz nachhaltig auf diese Umweltpriorität hingewiesen: die Bevölkerungsexplosion zu bremsen.
- Nebiker Das sind aber inhaltliche Ziele auf gleicher Ebene: Natürliche Grundlagen, Wirtschaft, Bevölkerung. Man könnte allenfalls die Reihenfolge ändern.
- Giovannini J.-F. Le 2.2.1 se réfère aux objectifs de stabilisation à long terme que nous cherchons à obtenir. La population est un des moyens pour atteindre ces objectifs, le changement des modes de consommation en Occident un autre, beaucoup plus efficace que le ralentissement de la population. Il est clair que pour stabiliser l'écosystème tous les moyens sont importants, que ce soit le désendettement ou l'amélioration des conditions de vie.
- Uchtenhagen Die Bevölkerungsexplosion ist dramatisch. Wir können es uns nicht mehr lange leisten, aus Rücksicht auf andere Kulturen (und eigentlich geht es ja um Rücksicht auf die katholische Kirche...) in diesem Bereich nichts zu tun.
- Trappe Der Vatikan hat am 22. Dezember 1991 eine neue Konzeption veröffentlicht. Ein Wandel ist im Gange. Es gibt Hoffnung: Beim Sorgenkind Kenia etwa ist das Bevölkerungswachstum zurückgegangen.
- Uchtenhagen Und Aids? In Afrika sterben die Menschen zu Tausenden. Präservative sind nicht erhältlich. Aber man spricht von "humanitär", von "christlich": Ich halte das nicht mehr aus.
- Nebiker Diese Fragen sollen unter 2.2.9. diskutiert werden. Jetzt zu 2.2.2.: "Integration von Umwelt, Wirtschaft und Entwicklung. Kohärenz".

- Dreifuss Que signifie la phrase: "Das Gleiche gilt auch umgekehrt"? Chaque fois qu'on discute de l'environnement, faut-il aussi tenir compte des intérêts de l'énergie ou de l'industrie? Le texte est pour moi absolument incompréhensible.
- Husy (liest vor) Die neue Version des Textes lautet wie folgt: *"Die Anliegen einer nachhaltigen Entwicklung müssen in alle Politikbereiche integriert werden. Der dauerhafte Umgang mit der Umwelt verlangt die effiziente und wirksame Integration und Kohärenz von Wirtschafts-, Sozial- und Umweltpolitiken in allen Stadien des nationalen und internationalen Entscheidungsprozesses. Das Spannungsverhältnis zwischen Nutzung und Schutz der Umwelt ist so weit wie möglich abzubauen. Dazu bedarf es einer gesellschaftlich breit abgestützten Prioritätensetzung."* Der von Frau Dreifuss zitierte Satz ist also gestrichen.
- Wiederkehr Wenn wir quasi als Redaktionskommission weiterfahren, werden die ebenso wichtigen Themen des Nachmittags zu kurz kommen. Wir sollten uns auf Anregungen inhaltlicher Art konzentrieren.
- Dreifuss Un des points de principe que j'aimerais voir introduit, c'est la notion du caractère prioritaire du maintien de l'écosystème: est-ce que la phrase qui vient d'être lue dit clairement la même chose, c'est-à-dire qu'en cas de conflit c'est l'écosystème qui est prioritaire?
- Nebiker Zum Kapitel 2.2.3. "Marktwirtschaftliche Instrumente".
- Giovannini P.-L. Je trouve que le texte est trop faible, quand il dit qu'il faut essayer de coordonner sur le plan international. Si il n'y a pas de règles communes à tout le monde, cela ne peut pas fonctionner.
- Gerster Das Wichtigste wäre meines Erachtens eine ökologische Steuerreform. Wie stehen die hier aufgeführten Grundsätze zur laufenden Steuerreformdebatte? Wir schreiben als Instruktion für internationale Verhandlungen fest, was wir intern bei weitem nicht durchführen. Diese Inkohärenz kann mir wahrscheinlich nur ein Politiker erklären...

- Giovannini J.-F. Il est important de voir cela dans le long terme, on ne peut pas aller trop vite. Nous essaierons de construire des principes qui guideront l'action politique au cours des 20 prochaines années.
- Uchtenhagen Wichtig ist, dass dies ein international vereinbartes Ziel ist. Sonst sagt die Wirtschaft zu Recht, unsere Spiesse seien kürzer.
- Nebiker Eine ketzerische Frage: Wenn man international Lenkungssteuern vereinbart, lenken sie dann überhaupt noch? Wird dann nicht einfach alles auf ein höheres Niveau gehoben?
Zu 2.2.4. "Gemeinsame Verantwortung, differenzierte Lastentragung" und 2.2.5. "Unterstützung von Entwicklungsländern und ehemals planwirtschaftlichen Staaten" gibt es keine Wortmeldungen.
Zu 2.2.6. "Finanzierung. Finanzierungsmechanismus."
- Peter Warum wird nicht der norwegische Vorschlag aufgenommen, der für traditionelle Entwicklungszusammenarbeit und globale Umweltprogramme gemeinsam 1% BSP fordert? Das wäre allenfalls realistisch in bezug auf das, was erreicht werden könnte, aber keineswegs, was erreicht werden sollte.
- Giovannini P.-L. Le principe affirmé ici me paraît en contradiction avec le point 2.2.4, qui dit que les contributions doivent être proportionnelles à la charge exercée sur l'environnement.
- StaeHELIN Der Bundesrat kann einer generellen Zielsetzung zustimmen, aber nicht einer Erhöhung mit Fristen, welche verpflichtend sind. Das ist Praxis seit längerer Zeit.
- Gerster Ich staunte vorhin über die vehemente Diskussion der Grundsätze. Die sind doch gratis. Hier aber geht es um ganz Konkretes: Das Prinzip der Additionalität ist zweifellos wichtig. Aber was hat das Parlament 1991 getan? Zunächst glorios den 700-Millionen-Rahmenkredit bewilligt für Entschuldungen und globale Umweltprogramme; Ende Jahr jedoch, bei den Budgetkürzungen, waren genau diese Posten besonders betroffen.
Zur Global Environment Facility: Sie stösst weltweit bei den ONG's auf Kritik:

Es würden Projekte finanziert, ohne wirtschaftspolitische Konsequenzen zu ziehen. In Kamerun z.B. finanziert die Weltbank ein Projekt zur Biodiversität, fördert aber gleichzeitig den Tropenholzexport. Diese Inkohärenzen müssen abgebaut werden.

Peter

Die Umweltfazität der Weltbank, die Fonds für Klima und Artenvielfalt entsprechen nicht den Vorstellungen der Entwicklungsländer. Sie möchten die Gelder nicht von der Weltbank mit deren Mehrheitsverhältnissen à la Aktiengesellschaft verwaltet wissen, sondern von UNO-Organisationen. Könnte die Schweiz diese Vorschläge nicht unterstützen?

Ducret

La GEF n'est pas uniquement gérée par la Banque mondiale, mais aussi par le PNUD et le PNUE. Cette organisation assez nouvelle souffre d'un certain nombre de maladies d'enfance - les pays en développement lui reprochent le manque de démocratie dans la prise des décisions. Le mécanisme de la GEF va être perfectionné au cours des années. La Délégation suisse doit essayer d'éviter une prolifération des fonds. En ce qui concerne le climat et la diversité biologique, les fonds qui sont envisagés pour la mise en oeuvre des conventions ne sont pas directement liés à la GEF.

Nebiker

Eine allgemeine Empfehlung: Das Papier sollte für Kreise ausserhalb der Verwaltung verständlich sein. "Das Prinzip der Additionalität" ist Ihr Verwaltungsjargon.
Nun zum Kapitel 2.2.7. "Technologietransfer".

Gerster

Lizenzfinanzierung kann sinnvoll sein. Diese soll aber nicht isoliert gefördert werden. Vielmehr sollten Forschungskapazitäten im Süden und angepasste Technologien gefördert werden, wie Herr Schnyder empfohlen hat. Der freie Zugang zum Genmaterial bei Pflanzen und Tieren sollte gewahrt bleiben.

Nebiker

Finden wir dazu einen Konsens? Ich glaube kaum. Das ist umstritten.

Peter

Es ist m.E. umstritten, weil bisher in sehr begrenzten Kreisen diskutiert wurde. Notwendig ist ein breiter, demokratischer Meinungsbildungsprozess über die ethi-

- schen Dimensionen dieser Probleme. Der fehlt in den meisten Industrieländern.
- Nebiker Der Meinungsbildungsprozess im Parlament ist eben noch nicht abgeschlossen. Also kann auch die UNCED-Delegation einen Entscheid nicht vorwegnehmen.
Zu 2.2.8. "Entschuldung".
- Giovannini P.-L. C'est la deuxième fois - après le point 2.2.6 - qu'on fait allusion à ce que la Suisse fait. Je me demande si c'est opportun, car cela revient implicitement à dire qu'on ne fait rien dans les autres domaines...
- Giovannini J.-F. Il s'agit d'un document interne, à l'usage de la Délégation, et non pas d'une déclaration.
- Nebiker 2.2.9. "Bevölkerungspolitik".
- Giovannini P.-L. La définition me paraît insuffisante, parce qu'on parle en termes trop généraux de politique en matière de démographie par rapport au développement durable. Est-ce qu'on se réfère à des pays, à des régions...? A Mme Uchtenhagen: le pays d'Europe qui a le plus bas taux de natalité est l'Italie.
- Husy (liest vor) Die neue Textvariante lautet:
"Ungebremstes Bevölkerungswachstum macht eine nachhaltige Entwicklung unmöglich. Jedes Land muss deshalb eine entsprechende Bevölkerungspolitik formulieren und durchführen. Die Schweiz leistet - sowohl auf politischer wie auf operationeller Ebene - ihren Beitrag, wobei sie sich auf die vom Bundesrat in den Botschaften zur Entwicklungszusammenarbeit formulierten Richtlinien stützt: ...". Dann kommt die Aufzählung, die jetzt schon im Text ist.
- Segmüller Mir fehlt die Aussage, dass das Wachstum der Bevölkerung begrenzt werden müsse. Weder UNO noch Europarat nehmen ja diesbezüglich ein Blatt vor den Mund. Sicher ist Frauenbildung wichtig. Aber öfters fehlt es ganz einfach am Zugang zu empfängnisverhütenden Mitteln. Mit Aids ist eine neue Situation entstanden. Empfängnisverhütung heisst heute schlicht Kondom. Wir sollten die Dinge beim Namen nennen.

- Peter
Dieser Punkt ist in der Entwicklungs- und Umweltdebatte am stärksten ideologisch belastet. In diesem Bereich können wir gewiss sein, dass die andern etwas tun müssen und nicht wir selber. Wir haben in dieser Kommission schon verschiedentlich über Bevölkerungspolitik gesprochen. Hinter diese Kenntnisse sollten wir nicht zurückfallen. Zugang zu Wissen ist wichtig. Aber es muss beigefügt werden: Zugang zu Verhütungsmitteln.
- Coutau
Le problème de la démographie est tellement central qu'il faut lui mettre un accent particulier. J'aimerais par conséquent mettre le texte actuellement sous 2.2.9 juste après le point 2.2.4. Il suivrait ainsi les points de responsabilité commune et d'engagement différencié, et précéderait les questions de financement et de désendettement, ce qui me paraît logique.
- Giovannini J.-F.
Les propositions de changement de texte ne posent aucune difficulté. La Suisse a toujours été en faveur d'une diminution de la croissance démographique en facilitant l'accès aux moyens de family-planning. Sur le plan international, certains pays s'imaginent que le family planning est le seul moyen possible, alors qu'en fait l'accès à l'école est beaucoup plus important quant aux résultats. Le problème n'est pas religieux, il est politique. Les pays en développement et tous les scientifiques savent que 80% des dégâts à l'écosystème sont faits par les pays riches, et il est évidemment délicat pour les pays riches d'aller dire aux pays pauvres "Vous devez réduire votre population parce que nous voulons continuer à rouler en voiture".
- Gerster
Wenn wir in den Grundsätzen das Wirtschaftswachstum verankern, dann können wir konsequenterweise nicht Massnahmen gegen Bevölkerungswachstum fordern. Zum freien Zugang zu Verhütungsmitteln: in vielen Ländern wünschen das die Frauen, aber nicht die Männer. Da ist die Emanzipation der Männer erforderlich...
- Bär
...nicht nur in Entwicklungsländern...
- Trappe
Verhütungsmittel allein nützen nichts. Im Süden Ghanas ist die Aidsrate am höchsten. Dort herrschen noch mütterrechtliche Normensysteme. Wo Liberalismus

und Sextourismus die traditionellen Normensysteme kaputt machen, da sind Verhütungsmittel nicht hinreichend.

Nebiker

Zusammenfassend möchte die Kommission, dass

- das Argument betr. Bevölkerungsexplosion eingefügt wird;
- der Zugang zu Verhütungsmitteln gefordert wird;
- der ganze Abschnitt vorgeschoben wird.

Peter

Ich beantrage auch, "persönliche Freiheit" durch "Verantwortung" zu ergänzen.

Dreifuss

In einem sachlichen Papier sollte nicht ein so emotionsgeladenes Wort wie "Bevölkerungsexplosion" stehen, das erst noch falsch ist: die Wachstumskurven flachen ab. Die höchsten Bevölkerungsdichten sind immer noch im Norden zu finden.

Staehelin

Wir danken für diese sehr reichhaltige Diskussion. Wir werden den Text entspr. überarbeiten. Es muss eine sachliche Aussage dastehen betr. Oekobelastung in den verschiedenen Regionen. Aber ebenso deutlich müssen konkrete Massnahmen und der Aspekt der persönlichen Verantwortung eingefügt werden.

Segmüller

"Bevölkerungsexplosion" soll ersetzt werden durch "ungebremstes Wachstum". Ich möchte aber doch präzisieren: eine Verdoppelung in so kurzer Zeit kommt eben einer Explosion nahe. Und bei ungebremstem Wachstum werden wir die grössten Bevölkerungsdichten Mitte nächsten Jahrhunderts im Süden haben. Das sind die Perspektiven, wenn wir über nachhaltige Entwicklung nachdenken.

Nebiker

Kommen wir schliesslich noch zu 2.2.10. "Einbezug nichtstaatlicher Kreise".

Giovannini P.-L.

Je souhaiterais qu'on introduise le terme de coopération scientifique: il ne s'agit pas seulement de la connaissance que l'on accumule dans les universités européennes, il faut que cette connaissance soit aussi partagée par le Sud.

Nebiker

Zum Kapitel 2.3. "Erwartete Resultate":

- Dreifuss Est-ce que des mécanismes de contrôle sont prévus dans les Conventions? Si ce n'est pas la cas, ne devrait-on pas intervenir à Rio dans ce sens?
- Ducret C'est un sujet délicat. Les deux Conventions, climat et diversité biologique, devraient être signées pendant la Conférence de Rio. Elles sont négociées avec un mécanisme autonome, et ne dépendent donc pas du Comité préparatoire de la Conférence de Rio. En ce qui concerne les forêts, on n'a pas encore beaucoup avancé. Pour l'instant nous en sommes au stade des définitions de principe qui serviront de base pour la négociation ultérieure d'une convention. Quant aux mécanismes de contrôle, à ma connaissance les conventions en discussion ne prévoient pas de tels mécanismes. Des sondages nous ont fait comprendre qu'il est encore prématuré d'en discuter: nous gardons nos munitions en réserve pour en reparler dans un an ou deux, car l'idée est importante et nous tient à coeur.
- Staehelin Der Hinweis auf die Bedeutung der Verifikation ist wichtig, wir werden ihn in den Text aufnehmen.
- Nebiker Nach dem Mittagessen kommen wir auf die Grundsätze zurück und auf Kapitel 3 "Information". Die Sitzung ist bis 14.00 Uhr unterbrochen.
- Nebiker Für die Einleitung des Kapitels "Information" gebe ich Herrn Wiederkehr das Wort.
- Wiederkehr Wir haben in diesem Kreis im November letzten Jahres die Einmaligkeit dieses UNCED-Prozesses und die Notwendigkeit des Einbezugs einer weiteren Öffentlichkeit festgehalten. Die Vorstellungen, die ich entwickelte, sind bisher auf grosses Interesse der Wirtschaft gestossen. Fr. 300.000.- stehen zur Verfügung. Das genügt aber nicht. Der Vorschlag geht dahin, dass ein Land des Südens mittels Absprachen mit der Schweiz eine gemeinsame Haltung an der UNCED einnimmt. Die Malediven sind deshalb ein eingängiges Beispiel, weil sie erstens durch Klimaveränderungen von der Meereskarte verschwinden würden, und zweitens eine positive PR-Kampagne ermöglichen. Ein anderes Konzept betrifft das "Grüne

Kreuz", mit der Aufgabe, die Not auf ökologischen Schlachtplätzen zu lindern: Sanierung von Altlasten, Task Force bei Katastrophenfällen, Beratung der Regierungen.

Im EDA-Kompetenzenwirrwarr bin ich nun etwas steckengeblieben. Bei Bundesrat Cotti war das Echo positiv.

Das dritte Konzept soll 100 Jugendliche aus allen europäischen Länder auf Römerwegen von Deutschland nach Rom wandern lassen. Ein Symposium "Wem gehört die Welt" - eine Nachfolgeveranstaltung des Festes der Solidarität 1991 in Disentis - soll eingebaut werden. Die Jugendlichen sollen mit Vertretern aus dem Süden ihre Erfahrungen mit nachhaltiger Entwicklung austauschen.

Wichtig scheint mir bei allen Projekten, dass sie durch die Schweizer Wirtschaft getragen werden.

Giovannini J.-F.

Nous avons préparé ce texte pour permettre justement ce genre de collaboration. Les décisions seront prises dès que les propositions nous seront soumises. Une sensibilisation du public aux dimensions Nord-Sud allant au delà des relations d'aide, mais touchant par exemple les problèmes de comportement et de rationalité économique, est très importante. La Conférence de Rio doit être utilisée dans ce sens là.

Nebiker

Es ist wichtig, dass auf allen möglichen Wegen über diese Konferenz informiert wird.

Nun zur ausgeteilten Rohfassung der Grundsätze.

Gerster

Im Punkt 2.1.3. würde ich vorschlagen, "Wirtschaftswachstum" zu ersetzen durch "Entwicklung".

Nebiker

Wird dem opponiert? Es ist natürlich nicht das Gleiche.

Imboden

Darüber haben wir - wie Sie sich vorstellen können - sehr lange diskutiert. Wenn diese Kommission aus politischen Gründen meint, dass wir kein Wirtschaftswachstum auf dieser Welt benötigen, dann kann ich dem zustimmen. Andernfalls muss es aber festgehalten werden. Wir sollten auch keinen Gegensatz zwischen Wirtschaftswachstum und Umwelt konstruieren, sondern die beiden möglichst kompatibel machen.

- Nebiker Ist nicht beides nötig? Und bedingt nicht das eine das andere?
- Gerster Für mich ist Wirtschaftswachstum eben kein Ziel an sich. Es kann Nebeneffekt von Entwicklung sein. Aber nicht das Quantitative, sondern das Qualitative steht im Vordergrund.
- Nebiker Kann man bei nicht erneuerbaren Ressourcen von "nachhaltiger Nutzung" sprechen?
- Husy Wir haben als Motto die Brundtland-Definition von Nachhaltigkeit angeführt. Wenn die Nutzung nicht auf Kosten der nächsten Generation gehen soll, so kann das für nicht erneuerbare Ressourcen nur äusserst schonende Nutzung bedeuten.
- Schnyder Warum haben Sie, Herr Gerster, etwas gegen Wirtschaftswachstum? Es geht doch um Einkommensschaffung, welche erst Umweltmassnahmen ermöglicht.
- Gerster Entwicklung hat eben einen stark qualitativen Akzent und beinhaltet zum Beispiel Verteilungsaspekte.
- Schnyder Sie können doch erst verteilen, wenn produziert worden ist.
- Peter Da kommt es natürlich drauf an, was produziert wurde. Wirtschaftswachstum ist ein überholter Begriff, er trägt den verursachten Kosten nicht Rechnung.
- Dreifuss Ce n'est pas un hasard si ce point 2.1.3 pose problème. Il a été difficile à formuler, mais en fait il ne veut rien dire. D'un côté on dit que des Rahmenbedingungen sont nécessaires pour faire des réformes de structure en faveur de l'environnement, et en même temps on dit que ces Rahmenbedingungen n'ont pas d'autre but que de promouvoir une croissance qui ne récompense pas des comportements anti-écologiques. Il faut faire deux phrases. Un des principes c'est qu'il faut des umweltgerechte Struktur-reformen, l'autre c'est que la promotion de la croissance ne doit pas aboutir à des politiques qui récompensent des comportements anti-écologiques. Dans ce cas je serais aussi d'accord avec M. Schnyder, et le mot croissance me paraît alors tout à fait à sa place.

Giovannini P.-L.

Le point de départ me paraît un peu faible. C'est d'abord au niveau international qu'il faut mettre en place des structures qui permettent des comportements plus corrects par rapport à la nature. Dans le texte qui nous est soumis la première phrase ne renvoie qu'à des politiques mises en place par les Etats à la mesure de leurs responsabilités et capacités. J'aimerais quand-même qu'on parle de la nécessité de coordination et de mise en place de structures internationales permettant aussi un développement durable.

Bär

Zum Teil sind diese Grundsätze für eine weitere Oeffentlichkeit unverständlich. Ganz allgemein fehlt mir die ethische Ausgangsposition für diese Grundsätze, sie sind eindimensional und anthropozentrisch.

Coutau

Il faut bien se rappeler que ce texte n'est pas une oeuvre littéraire destinée à la publication: c'est un texte de travail qui doit inspirer la délégation suisse. Ces principes sont manifestement le résultat d'un certain nombre de compromis, et nous avons tous à en prendre acte, à moins d'y apporter des innovations tout à fait fondamentales.

Nebiker

Die Feststellungen werden entgegengenommen und eingearbeitet.

TRAKTANDUM 4Bericht des Ausschusses "Entschuldungsmassnahmen",Stellungnahme zum Entwurf des Mandates

Uchtenhagen

An der Sitzung vom 10. September 1991 wurde dieser kleine Ausschuss gebildet: im November habe ich mich von Botschafter Imboden und seinen Mitarbeitern informieren lassen. Seitdem haben wir drei Sitzungen gehabt, am 12. November, am 18. Dezember und heute morgen, kurz vor der Plenarsitzung. Es ist noch nicht so viel gelaufen, wie man erwartet hätte. 1991 sind Entschuldungsmassnahmen für insgesamt 415 Mio. Sfr. durchgeführt worden. Profitiert haben davon 15 Länder. Es gibt zwei Massnahmen: direkte Beiträge der Schweiz an Schuldentilgungen gegenüber Geschäftsbanken und internationalen Finanzierungsinstitutionen, welche mit andern Geberländern gemeinsam durchgeführt werden zum einen; die Umwandlung von rückzahlbaren Entwicklungshilfekrediten der Schweiz in Geschenke zum anderen. Die Mittel dazu stammen sowohl aus dem Rahmenkredit aus Anlass der 700-Jahr-Feier der Schweiz sowie aus den ordentlichen Rahmenkrediten der Entwicklungszusammenarbeit. Bei den ersten Massnahmen konnten Mosambik, Nicaragua und Peru begünstigt werden mit einer budgetwirksamen Ausgabe in der Höhe von 30 Mio. Sfr. Weitere Aktionen haben zugunsten Boliviens und Nigers stattgefunden. Die zweite Massnahme betraf die Umwandlung der öffentlichen Tranche von 283 Mio. Sfr. bei Mischkrediten in Geschenke. Davon haben elf Länder profitiert: Aegypten, Honduras, Indien, Jordanien, Kamerun, Marokko, Senegal, Sri Lanka, Thailand, Tunesien und Zimbabwe. Dann gab es noch ein ausstehendes Darlehen an Peru und Kamerun, das hier auch konsolidiert wurde. 1992 möchte man die eigentlichen Massnahmen mehr akzentuieren. Botschafter Imboden hat auch mit den Grossbanken Gespräche aufgenommen, ob sie ihrerseits bei den Entschuldungsmassnahmen mitmachen würden. Es hat nicht sehr viel gebracht. Die Banken haben zum Teil sehr unterschiedliche Interessen, zum Teil wollen sie auch gar nicht Titel

verkaufen oder Entschuldungsmassnahmen direkt durchföhren, weil sie weitere Geschftsbeziehungen mit diesen Ländern haben. Jetzt geht es vor allem darum, dass man in den internationalen Markt geht und dort Schuldtitel aufkauft. Gleichzeitig laufen die Massnahmen zum Rückkauf von Guthaben im Rahmen der ERG: mit den begünstigten Entwicklungsländern werden die entsprechenden Abkommen über den Schuldenerlass ausgehandelt, wobei es auch um die Frage gehen wird, inwiefern mit lokalen Gegenwertsfonds spezifische Entwicklungsprojekte unterstützt werden können.

Imboden

In bezug auf bestimmte Aktionen wie Zahlungsbilanzhilfe, internationale Entschuldungen und auch bezüglich der Entschuldung der Weltbank wurde bereits relativ viel gemacht. Es ist aber auch das Gebiet, das für uns relativ einfach ist. Bei der bilateralen Entschuldung von nichtgarantierten Bankenkrediten hingegen haben wir wenig Erfahrung. Wir haben bis jetzt für rund 12 Mio. Sfr. Schuldtitel aufgekauft zu einem Durchschnittssatz von ungefähr 6 %, und wir werden Anfang März eine erste Entschuldungsaktion für den Aufkauf von dem Selbstbehalt von ERG-vesicherten Guthaben durchföhren. Wir sollten in dieser zweiten Aktion Schulden im Nominalwert von 1 Mia. SFr. aufkaufen können.

Trappe

Welches sind eigentlich die Grundsatzfragen, die im Mandat der Subkommission umschrieben sind?

Uchtenhagen

Vorläufig war es einfach so, dass wir orientiert wurden. Die verschiedenen Personen in der Kommission haben aus ihrem Blickwinkel Fragen gestellt und die wurden beantwortet.

Peter

Wird die Oeffentlichkeit auch periodisch in geeigneter Weise über diese verschiedenen Entschuldungsmassnahmen informiert?

Uchtenhagen

Am Anfang wurden diese neuen Massnahmen von den Entwicklungshilfeorganisationen und von einem Forschungsprogramm ziemlich kritisiert. Wir haben empfohlen, dass die Verwaltung an die Oeffentlichkeit geht: in einigen Tagen sollte eine erste Pressekonferenz stattfinden.

Peter

Ein zweiter Punkt, der bereits erwähnt wurde: die Basler Untersuchung im Rahmen eines Nationalen Forschungsprogrammes hat den Vorwurf erhoben, der 700 Mio. Sfr. Schuldenerlass belohne die Unvorsichtigkeit der Banken. Ich bin nicht dieser Meinung, und ich denke, es wäre wichtig gewesen, dass die Verwaltung dies klarstellt.

Imboden

Informationssitzungen werden alle drei bis sechs Monate abgehalten. Die erste Informationssitzung findet am 7. Februar statt. Was in der Presse stand, hat uns beunruhigt. Die Autoren des Forschungsprogrammes haben es nicht als notwendig empfunden, mit uns Kontakt aufzunehmen. Wir haben die nötigen Schritte ergriffen, um das richtigzustellen. Zu den Grundsatzfragen: mit der Formulierung im Mandat wollten wir, dass die Subkommission nicht die Verantwortung trägt. Eine Grundsatzfrage war z.B. für uns, wie weit müssen wir im Inland die Schulden aufkaufen und wie weit können wir ins Ausland gehen. Die Kommission hat uns zur politischen Machbarkeit sehr gut beraten. Eine zweite Grundsatzfrage, die wir hatten: können wir Schulden zurückkaufen, wo der Schuldendienst geleistet wird, was zu einem geringen Abschlag führt? Oder wollen wir Schulden zurückkaufen, die nicht mehr bedient werden, und deshalb relativ billig sind.

Giovannini P.-L.

Pour rassurer M. Trappe: on a eu effectivement des discussions de base au sein de la sous-commission, notamment quant au choix des pays ou à la maximisation de l'impact des mesures de désendettement.

- Nebiker
Wir kommen zum Mandat. Es ist klar, dass die Verwaltung die Verantwortung trägt. Ich bin trotzdem der Meinung, dass der Ausschuss über einzelne Massnahmen konkret orientiert werden sollte, und das sollte auch im Mandat enthalten sein. Das war auch der Sinn der Botschaft, ein beratendes Organ (und nicht ein Kontrollorgan) ausserhalb der Verwaltung zu haben. Man kann nicht nur bei den Grundsätzen stehen bleiben, die Grundsätze müssen auch irgendwie an der Praxis getestet werden.
- Uchtenhagen
Man muss diesen Punkt klären: müssen wir über alle Details informiert werden? Das wurde eigentlich eher in Abrede gestellt.
- Coutau
Dans ces opérations le facteur temps joue un rôle très important. Notre sous-commission ne peut pas être à la disposition de l'administration à tout moment. Quelquefois l'administration doit prendre des décisions dans les 24 heures. On ne peut pas demander à l'administration de requérir notre avis en permanence. Notre sous-commission essaie d'avoir des séances quand des décisions de fond doivent être prises, mais nous ne pouvons pas demander à être informés au préalable sur toutes les opérations techniques qui vont se dérouler et qui sont de la responsabilité de l'administration. Autre point, qui me gêne un peu: la dernière phrase du mandat. Elle dit que c'est la commission que décide sur les positions éventuelles à prendre par cette sous-commission à l'intention du Conseil fédéral. Je pense que c'est trop restrictif; la commission plénière ne siège que quatre fois par an. La sous-commission devrait pouvoir s'adresser directement au Conseil fédéral si nécessaire, sans en avoir parlé préalablement à la commission plénière.
- Gerster
Ich unterstütze die Anregung Coutaus, dass der Ausschuss sich direkt an den Bundesrat wenden kann, sowie den Vorschlag des Präsidenten, dass die Orientierung des Ausschusses durch die Verwaltung formell im Mandat verankert werden sollte. Das würde die bisherige befriedigende Praxis bestätigen.

Uchtenhagen Schlägt als Kompromiss folgende Version vor: der Ausschuss kann sich direkt an den Bundesrat wenden mit Einverständnis des Präsidenten der Kommission. Ein Alleingang des Ausschusses wäre eher heikel.

Nebiker An sich ist die Kommission als Ganzes zuständig, man könnte aber mit diesem Kompromiss sicher leben. Dieses formalisierte Verfahren sollte aber die Ausnahme bleiben im Falle von hoher Dringlichkeit. Niemand opponiert gegen die Ergänzungsvorschläge: sie werden angenommen.

TRAKTANDUM 5

GATT: Stand der Verhandlungen

Wasescha

1. Stand der Verhandlungen

Ziel der Uruguay-Runde (UR) wie der 7 vorangegangenen Runden ist eine progressive Liberalisierung des Welthandels. Allerdings unterscheidet sich diese, in den Jahren 1982 bis 1986 vorbereitete Verhandlungsrunde wesentlich von früheren. Befassten sich die ersten Runden in erster Linie mit Fragen des Abbaus von Massnahmen an der Grenze, werden heute auch nationale Politiken und ihre Auswirkungen auf den Welthandel untersucht. Neue Bereiche wie Landwirtschaft, geistiges Eigentum, Investitionen und Dienstleistungen figurieren zudem auf der Traktandenliste. Aus diesem Grund ist diese Verhandlungsrunde, im Vergleich zu früheren, politisch sensibel.

2. Entwurf Schlussakte

Die vom GATT-Sekretariat ausgearbeitete Schlussakte (Entwurf vom 20.12.1991) hat für die 15 Themen der UR 26 verschiedene Abkommen ausgearbeitet und aneinandergereiht. Es gilt nun, entsprechende Inkohärenzen zu beheben.

Die bisherigen Verhandlungen zeigten deutlich, dass

- die Idee der Entwicklungsländer als einheitliche Gruppe nur noch eine Fiktion ist. Einzelne EL [Indien/Brasilien, NPI (Nouveaux Pays Industrialisés), Asean-Länder, PMA (Die Gruppe der am wenigsten entwickelten Länder)] vertreten in den div. Themen (Landwirtschaft, Antidumping, Textilbereich

etc.) unterschiedliche und zum Teil kontroverse Standpunkte. Einzig das 'special and differential treatment' vermag die EL zu einigen, da dieses Prinzip ein Privileg gegenüber den andern GATT-Vertragsparteien darstellt.

- die EG in zunehmendem Masse als gewichtiger Verhandlungspartner auftritt. Gleichzeitig kann eine Angliederung des Standpunkts der EFTA-Länder (mit Ausnahme der Schweiz) an jenen der EG festgestellt werden.
- das GATT eine immer wichtigere Plattform darstellt, um die Aufteilung des Welthandels in verschiedene regionale Blöcke zu verhindern.

Vorläufige Resultate:

- Fortschritte wurden erzielt hinsichtlich Modernisierung und Stärkung der GATT-Regeln, bei den Subventionen und beim Antidumping ("gleich lange Spiesse").
- Kein Abschluss erfolgte bis jetzt bei Marktzutritt für Güter und Dienstleistungen.
- Bei den neuen Bereichen: Dienstleistungen. Ein Abkommens-text, der insbesondere die GATT-Regeln auf die Dienstleistungen überträgt und Sektoranhänge für Finanzdienstleistungen, Fernmeldewesen, Flugverkehr und temporärer Aufenthalt von ausländischen Dienstleistungserbringern wurden negoziert. Das Abkommen über geistiges Eigentum umfasst materiell-rechtliche Normen in den Bereichen des geistigen Eigentums (Patente, Marken, Muster und Modelle, geographische Herkunftsbezeichnungen, Urheberrechte usw.), Bestimmungen zur Durchsetzung der Inhaberrechte auf nationaler Ebene, generelle Prinzipien des GATT und den Anschluss an den GATT-Streitbeilegungsmechanismus. Das Abkommen dient zur Verhinderung von Warenfälschungen und von Raub von Urheberrechten. Investitionen: Ein bescheidener Text für handelsrelevante Investitionen wurde ausgearbeitet.

3. Ordentliches GATT

- Streitbeilegung: Durch Verfahren im bestehenden Streitbeilegungsmechanismus wurde eine Marktöffnung erzielt: zB. hat Norwegen sein dem Dreiphasensystem ähnliches Einfuhrregime nach einem gegen die USA 'verlorenen' Panel tarifiziert.
- Trade Policy Review: Dieses Instrument wurde vor zwei Jahren geschaffen. Eine diesbezügliche Ueberprüfung der Schweiz führte insbesondere zu Empfehlungen zu einer Reform der Agrarpolitik und des Kartellwesens.
- Arbeitsgruppe Handel-Umwelt: Sie wurde aufgrund einer EFTA/Schweiz Initiative und trotz dem Widerstand der EL geschaffen.

4. Weiteres Vorgehen

Das Trade Negotiation Committee (TNC) des GATT hat am 13. Januar 1992 beschlossen, dass die Verhandlungen auf 4 Bereichen weitergeführt werden sollen, hierbei muss insbesondere

- jede Vertragspartei bis zum 1.3.92 ihre Offerten bezüglich Marktöffnung im Agrarbereich einbringen,
- bei den Dienstleistungen der jeweilige Istzustand des Marktzutritts und der Inländerbehandlung festgeschrieben werden (Problem u.a.: USA und andere Parteien möchten MFN-Ausnahmen).

Fragen der Kommissionsmitglieder werden wie folgt beantwortet

Zusammenhang Lomé-Abkommen der EG und GATT [Trappe]

- Die EG hat das Lomé-Abkommen im ordentlichen GATT unterbreitet, wo es auf GATT-Verträglichkeit überprüft wird. Es besteht ein Interesse der EL, die Lomé-Mitglieder sind, dass die Vorzugsbehandlungen des Lomé-Abkommens nicht ausgehöhlt werden.

Resultate bei der 'clause sociale'? [Frau Dreifuss]

- Das Thema wurde zu Beginn der UR aufgeworfen, es gab aber keinen Konsens darüber. Die USA wollten zB. im ordentlichen GATT eine Arbeitsgruppe schaffen. Bei den EL waren insbesondere die NPIs gegen dieses Thema, da sie befürchteten, dass die Importländer diese Klausel als Einfuhrabwehrmassnahmen verwenden würden.

Bemerkung, dass die UR bloss 'Brosamen' für die EL liefere, sowie Fragen bezüglich der Patentierbarkeit von Tieren und Pflanzen, hinsichtlich innenpolitischen Prozedere nach Verhandlungsabschluss, bezüglich Wettbewerbs- und Kartellrecht. [Gerster]

- Die UR ist noch nicht abgeschlossen; immerhin kann auf die bereits in Montreal erreichte Zollreduktion bei tropischen Produkten hingewiesen werden.
- Bei Beginn der Verhandlungen waren die EL gegen eine Behandlung des Geistigen Eigentums im Rahmen der UR. Erst im Laufe der Verhandlungen haben die EL die Einsicht erhalten, dass auch dieses Thema mit Vorteil multilateralen Regelungen unterworfen wird. Bezüglich der Patentierung von Tieren und Pflanzen zeichnet sich im letzten Moment eine Lösung ab: Pflanzen und Tiere können, mit Ausnahme von Mikroorganismen, vom Schutz ausgenommen werden; zudem kann jede Vertragspartei sein eigenes Schutzsystem beim Saatgut einführen.
- Die Resultate der UR sollen von einer politischen Schlussakte umrahmt werden. Die Regierungen werden dann verpflichtet, die Resultate innerhalb bestimmter Fristen umzusetzen. Je nach Resultattyp werden unterschiedliche

Umsetzungen im Inland erfolgen: eine Aenderung von Bundesgesetzen wird selbstverständlich dem Referendum unterstellt. Die Schweiz ist im übrigen bemüht, möglichst lange Anpassungsfristen zu erhalten.

- Das Wettbewerbsrecht ist noch nicht im GATT geregelt. In zunehmendem Masse ist aber Konsens darüber feststellbar, dies im GATT später zu behandeln.

Eine Liberalisierung der Agrarmärkte könne gleichgesetzt werden mit einer Liberalisierung der Umweltausbeutung, daher solle die Liberalisierung der Agrarmärkte zurückgestellt werden. Wegen der Umweltschutzproblematik wird u.a. auch eine dezentrale Agrarproduktion gefordert. Aus diesem Grund sei auch über die UNCED Einfluss zu nehmen über die Verwendung der natürlichen Ressourcen. [Trappe]

- Beim Entwurf der Schlussakte im Agrarbereich geht es nicht darum, den Freihandel einzuführen, vielmehr sollen bis ins Jahr 2000 transparente und allenfalls neue Instrumente des Agrarschutzes angewendet werden und die Schutzniveaus in einem bestimmten Ausmass abgebaut werden:
 - Marktzutritt: Dieser soll nicht weiter eingeschränkt, sondern minimal sichergestellt werden. Dies soll mit einem Systemwechsel des Grenzschatzes unterstützt werden, indem alle Einfuhrquoten verschwinden und durch Zollaequivalente ersetzt werden (Tarifizierung). Zusätzlich werden die Vertragsparteien verpflichtet, die Zollaequivalente in einer bestimmten Frist um 36 Prozent abzubauen und einen minimalen Marktzutritt von 3 Prozent zu gewährleisten. Hiermit soll ein transparentes System mit Marktzutritt erreicht werden. Langfristig kann allerdings in den nächsten GATT-Runden mit einem zunehmenden Druck auf weitere Abbauschritte beim Grenzschatz gerechnet werden.
 - Interne Stützung: Alle Subventionen im Bereich Umwelt/Berggebiete usw. werden der 'Grünen Kategorie' zugewiesen und multilateral anerkannt (Mit diesem internationalen Akzept der Direktzahlungen kann sich die Schweiz im übrigen aus dem Schussfeld der Kritik u.a. der USA, der EL und EL der Cairns-Gruppe ziehen.). Bei den übrigen Subventionen wird ein Subventionsabbau von 20 % gefordert.
 - Exportsubventionen: Sie sollen um 36 % abgebaut und das Volumen der subventionierten Produkte um 24 % vermindert werden. Die EL erhalten hierbei ein 'special and differential treatment' und müssen diese Abbauschritte nur zum Teil durchführen, zudem fallen Nahrungsmittelhilfen in die 'green box' und sind von diesen Abbauschritten nicht betroffen.

Wie steht das Verhältnis der GATT-Regelung im Bereich der Patentierung von Tieren und Pflanzen und anderen diesbezüglichen internationalen Uebereinkommen? Besteht eine 4-jährige Uebergangsfrist für die Umwandlung? [Peter]

- Die Patentierbarkeit von Tieren und Pflanzen als innenpolitische Frage wird im GATT nicht präjudiziert. Gemäss heute geltender Regelung ist in der Schweiz eine Patentierung von Tierrassen und Pflanzensorten, mit Ausnahme von Mikroorganismen, nicht zulässig. Im GATT wird diese Frage für 4 Jahre auf dem bestehenden Status Quo belassen.

TRAKTANDUM 6

Verschiedenes

Nebiker

Es sind drei Anregungen gemacht worden:
 - Zuerst ein Brief an den Bundesrat, dass im Finanzplan das Ziel von 0,4 % des BSP festgehalten wird.

- Das Problem EWR/EG Beitritt und Entwicklungszusammenarbeit wird an der übernächsten Sitzung behandelt. Für die nächste Sitzung ist Osteuropa vorgesehen.

- Bretton Woods Abstimmung: soll unsere Kommission etwas unternehmen?

Coutau

L'Ambassadeur Imboden peut-il nous dire les raisons concrètes du Conseil fédéral de fixer au 17 mai la votation? Il y a eu des interprétations extrêmement contradictoires sur cette décision. Certains ont voulu y voir un découragement du Conseil fédéral.

Imboden

Die erste Antwort des Bundesrates war, die Abstimmung soll so schnell wie möglich erfolgen, um bei der Wahl der Exekutivdirektoren in September mitentscheiden zu können. In Anbetracht der bevorstehenden Abstimmungen über EWR und die verschiedenen Referenden (NEAT), hatte dann der Bundesrat im Prinzip entschieden, zuerst die "europäischen Abstimmungen" durchzuführen. Infolge der hängigen Stellungnah-

me des EWR-Gerichtshofes kann die EWR-Abstimmung höchstwahrscheinlich nicht am 6.12.92 erfolgen, sodass die Bretton Woods Abstimmung frühestens in der 2. Hälfte 1993 möglich gewesen wäre.

- Der zweite Grund war, dass man nicht zwei Vorlagen wie NEAT und Bretton-Woods, die Einfluss auf die Bundesfinanzen haben, zusammenbringen wollte. Da nun das NEAT-Referendum nicht zustande kam, hat der Bundesrat entschieden, die Bretton Woods Abstimmung - wie beim ursprünglichen Beschluss - so schnell als möglich vors Volk zu bringen. Dies um so mehr, als nun auch GUS-Beitrittsgesuche bei Weltbank und IWF bestehen.

Nebiker

Ich möchte sie daran erinnern, dass unsere Kommission den Beitritt befürwortet hat. Wir könnten uns durchaus äussern im positiven Sinne im Rahmen einer Pressemitteilung. Sehr viel mehr können wir nicht unternehmen, da uns keine Mittel zur Verfügung stehen.

Bär

Ich bin im Komitee, das das Referendum ergriffen hat. Ich kann diesem Vorgehen also nicht zustimmen. Ich habe mich auch damals in dieser Kommission gegen eine positive Stellungnahme zum Beitritt geäußert.

Nebiker

Heute ist die Meinung der Kommission noch wichtiger als damals: die Kommission bestätigt also ihre Haltung. Der Beitritt der Schweiz zu den Bretton Woods Institution wird unterstützt. Das Traktandum UNCTAD wird mangels Zeit auf eine nächste Sitzung vertagt. Die nächste Sitzung findet am 18. Mai statt und wird infolge Abwesenheit von Hr. H.-R. Nebiker unter dem Vorsitz von Hr. Coutau durchgeführt.

Ende der Sitzung

16.00 Uhr